

On vous expliquait le mois passé comment la crise du coronavirus a diminué les recettes de l'Etat et augmenté ses dépenses. Résultat : la dette publique a fortement augmenté en 2020.

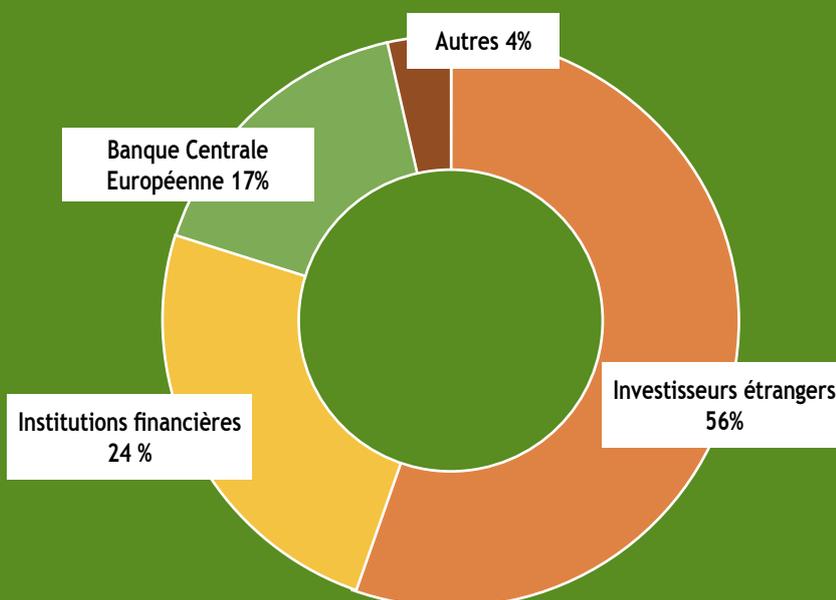


3 ÉLÉMENTS QUI DOIVENT NOUS FAIRE RELATIVISER SUR LE PROBLÈME DE LA DETTE PUBLIQUE

1 La Belgique emprunte à l'heure actuelle à des taux d'intérêts négatifs ! Cela signifie que les intérêts que l'Etat belge doit payé sur sa dette pèsent peu dans le budget de l'Etat (voir infographie de novembre)

2 Un boulet pour les générations futures ? Dire que la dette publique représente un poids que la génération d'aujourd'hui laisse à la génération de demain, est une erreur. La dette publique, c'est un rapport entre ceux qui détiennent la dette (qui ont acheté des obligations à l'Etat et qui lui ont prêté de l'argent) et ceux qui remboursent la dette (en payant les taux d'intérêt sur la dette par les impôts). Ce qui importe donc, c'est que les impôts qui payent les taux d'intérêt soient justes et ne reposent pas sur les plus précaires.

3 Qui détient la dette publique belge ? Le risque principal de la dette publique, c'est le chantage dont l'Etat belge pourrait être victime par les marchés financiers. Ce risque est amoindri pour au moins deux raisons : une part de plus en plus importante de la dette est détenue par la Banque Centrale Européenne (BCE), qui est un acteur public. Les investisseurs privés raffolent de la dette publique, puisque c'est une valeur sûre en ces grands temps d'incertitude.



L'explosion de la dette publique ne doit donc pas nous inquiéter plus que ça. Ce qui doit au contraire nous inquiéter, c'est la mise sur pied d'un véritable plan de relance sociale et écologique et la construction d'une fiscalité plus juste !